

## DES SIONISTES SANS SIONISME

*Esther BENBASSA*

L'étude du développement du sionisme herzlien en terre sépharade doit distinguer entre les terres ottomanes, puis turques (à partir de 1923) et les jeunes Etats-nations chrétiens des Balkans, récemment libérés de la tutelle ottomane.

Dans l'Empire, le sionisme connut un certain dynamisme au lendemain de la révolution "jeune-turque" (1908). Alors qu'il se cantonnait jusque-là dans les sociétés maskiliques (liées au mouvement des Lumières juif appelé *Haskala*) travaillant, dans la discrétion, à la propagation de la langue et de la culture hébraïques, il sortit de la clandestinité avec la fondation à Istanbul, quelques mois après la révolution, d'une antenne sioniste. Celle-ci fonctionna sous le couvert d'une compagnie bancaire, l'Anglo Levantine Banking Company, et fut dirigée par Victor Jacobson (1869-1935), issu du sionisme pratique russe. Ce dernier privilégiait les réalisations concrètes et militait pour l'immigration en Palestine en vue de la modification sur place des rapports de forces politiques.

### *La question de Palestine*

D'ailleurs, la plupart des leaders sionistes provisoirement implantés dans l'Empire étaient issus du même courant. Militèrent-ils pour autant en faveur de l'immigration en Palestine? Même pendant la période d'essor intermittent que connut le mouvement entre la révolution et la fin de la Première Guerre mondiale, il fut rarement question de la Palestine. Tant que la Palestine restait ottomane, il était préférable de ne pas mettre en avant cette question sensible, et d'éviter ainsi une interruption brutale des négociations.

Qu'attendaient donc les sionistes du nouveau régime? A la suite des pogromes en Russie et des vagues consécutives d'immigration en Palestine, les Ottomans avaient imposé des restrictions à l'immigration juive (1882) et des limitations à l'acquisition de terres par les Juifs (1892)<sup>1</sup>. L'opposition des

<sup>1</sup> A ce sujet voir, *inter alia*, Neville J. Mandel, «Ottoman Policy and Restrictions on Jewish Settlement in Palestine: 1881-1908», 1<sup>re</sup> partie, *Middle Eastern Studies* 10 (3), 1974, p. 312-

Ottomans à l'immigration juive n'était pas nouvelle. Ils craignaient, entre autres, que les Juifs de nationalité russe, et qui continuaient à la garder, ne renforcent sur place le pouvoir des Russes, leurs ennemis de longue date, et ne rompent le fragile équilibre de la région. De surcroît, l'Empire, dans cette fin du XIXe siècle, connaissait une aggravation des questions nationales et ne tenait guère à en ajouter une nouvelle. Une immigration juive massive était susceptible de faire échouer la politique panislamiste que menait le sultan Abdülhamid II, pour des raisons stratégiques, afin de créer une cohésion politique et sociale dans un pays qui allait à la dérive. D'ailleurs, ces restrictions seront, par la suite, renforcées sous la pression des populations arabes. Mais on sait qu'elles ne donnèrent pas les résultats escomptés, puisque la population juive de la Palestine tripla entre 1882 et 1908. Ce qui rendait urgent le règlement de la question de Palestine.

Theodor Herzl, fondateur du sionisme politique, avait échoué dans ses négociations avec le Sultan, malgré les cinq visites qu'il avait effectuées dans l'Empire entre 1896 et 1902. Les sionistes voulaient profiter de la nouvelle conjoncture que connaissait l'Empire. Ils nourrissaient de nouveaux espoirs quant à l'avancement de la question de Palestine dans un régime plus libéral<sup>2</sup>.

Ils commencèrent par s'efforcer de faire lever les restrictions, et ils se donnèrent les moyens d'y arriver. Leur optimisme ne dura pas longtemps. Le nouveau régime ne changea pas de position à l'égard de la question de Palestine. Il se distinguait du précédent sur un seul point: désormais il proposait aux Juifs persécutés d'Europe orientale de nouvelles zones de colonisation, comme la Mésopotamie, à condition d'éviter toute concentration massive. Ni l'ajustement de la politique sioniste en faveur d'une Palestine demeurant sous suzeraineté ottomane, ni les négociations par voie directe, ni les moyens de propagande mis au service de cette cause, comme le subventionnement de journaux, dont le journal nationaliste turc, *Le Jeune Turc*, à partir de 1909, n'aboutirent à des résultats tangibles.

En Palestine, les menées anti-sionistes du commandant de la 4e armée ottomane, Cemal Pasha, devenu le maître incontesté de la région, se succédèrent à un rythme soutenu en 1915-1916. Suivirent les persécutions antijuives de 1917. Les habitants de Jaffa, juifs et non juifs confondus, furent refoulés vers le Nord. La population juive fut toutefois durement touchée. Après la Déclaration Balfour (2 novembre 1917) et l'occupation de

332; *id.*, «Ottoman Practice as Regards Jewish Settlement in Palestine: 1881-1908», *ibid.* 11 (1), janvier 1975, p. 33-46; *id.*, «Turks, Arabs and Jewish Immigration into Palestine, 1882-1914», *St. Anthony's Papers* (17), 1965, p. 77-108.

<sup>2</sup> On peut lire, à ce propos, Hana Wiener, «La politique sioniste en Turquie jusqu'en 1914», in Israel Kolatt (éd.), *Histoire de la communauté juive en Palestine depuis 1882*, Jérusalem, Académie d'Israël, Institut Bialik, 1989, p. 257-349 (en hébreu).

Jérusalem par les Britanniques, le 9 décembre 1917, les Ottomans optèrent pour quelques concessions. Mais il était trop tard. L'armistice de Moudros, le 30 octobre 1918, mit fin à l'hégémonie multiséculaire des Ottomans en Palestine. Très tôt, l'élite juive dirigeante, tenant compte de l'hostilité ottomane au sionisme, essaya d'endiguer la montée du mouvement par divers moyens, et ceci afin de mettre à l'abri les communautés locales. Les dirigeants juifs ottomans craignaient en effet que le mouvement ne se propage dans l'Empire. L'élite économique, qui, dans sa majorité, dépendait juridiquement des consulats étrangers, en vertu des Capitulations, pouvait, à tout moment, être accusée de trahir les intérêts de l'Empire. Elle avait investi dans l'Alliance israélite universelle (désormais Alliance) pour restructurer la communauté juive ottomane afin de lui permettre de suivre la nouvelle conjoncture économique. Elle avait trouvé aussi auprès de cette institution une sorte de soutien, situé à l'étranger, et pouvant, en cas de difficultés, intervenir en sa faveur, même si l'Alliance n'avait pas, au départ, de tels desseins. Idéologiquement parlant, elle se sentait plus proche de cette dernière que du projet sioniste qu'elle considérait comme une utopie, à l'instar des sphères dirigeantes juives, à la même époque, en France. Son credo était l'occidentalisation des masses, avec son corollaire, la "productivisation". Elle ne croyait pas pour autant à l'intégration éventuelle des Juifs dans la société ottomane. Si la *dhimma* avait été officiellement abolie en 1856, les non-musulmans ne s'étaient pas pour autant transformés en citoyens à part entière. Les vestiges de la *dhimma* persistèrent longtemps après la mise en place d'un Etat-nation, en 1923, de type occidental, et ne disparurent jamais complètement. La volonté d'intégration manquait tant aux dirigeants ottomans qu'aux groupes non musulmans qui avaient appris à s'accommoder de la relative autonomie que leur accordait le système. L'organisation en groupes confessionnels, au fondement même de la *dhimma*, la perception par la société environnante des non-musulmans comme membres de ces groupes, ainsi que la non-intégration avaient contribué à leur conférer une certaine unité de type religieux, même si celle-ci ne se manifestait pas par une fréquentation assidue de la synagogue, ni par une pratique religieuse soutenue. Cette unité allait au-delà: le Juif se percevait lui-même d'abord comme Juif; cette auto-perception rencontrait la perception que l'autre avait du Juif, et renforçait ainsi l'identité juive, seule possible, et incontournable. Plus tard, lorsqu'ils se trouvèrent implantés dans des Etats-nations, les Juifs n'eurent pas le temps de s'intégrer qu'ils entrèrent en contact avec le nationalisme juif qui, à son tour, consolida leur conscience nationale juive.

### *L'échiquier communautaire*

Si les sionistes ne firent pas aboutir leurs revendications dans les sphères dirigeantes de l'Empire, en revanche, par leur installation directe, pour la première fois en terre d'islam, ils contribuèrent à insuffler un certain dynamisme national à un terrain qui, en fin de compte, pouvait être perméable à leurs projets. Les masses et la petite classe moyenne restaient encore attachées à la tradition, n'ayant pas bénéficié vraiment de l'occidentalisation. Même si, par crainte des retombées, il n'y avait pas eu d'effervescence nationaliste comme en Bulgarie, par exemple, pour ne parler que de l'aire culturelle sépharade, le contexte n'était pas absolument défavorable à une éclosion du mouvement, sous la direction de leaders sionistes chevronnés venus de l'étranger. Ceux-ci, afin de faire avancer la question de Palestine, comptaient créer en leur faveur un rapport de forces, qui le jour venu pouvait servir de contre-poids face au pouvoir ottoman. Avant tout, ils visaient à gagner l'élite liée à l'Alliance, et qui avait ses entrées au gouvernement. Erreur stratégique qui ne fit que ralentir leur action et aboutit à des conflits politiques à l'intérieur de la communauté, sans qu'ils servent directement les objectifs fixés par les leaders eux-mêmes. C'est pour se gagner ces mêmes élites qu'ils se tournèrent vers les masses, croyant qu'une fois enrôlées dans le mouvement, les secondes feraient fléchir les premières.

Les leaders sionistes en service dans l'Empire n'espéraient pas y créer un mouvement sioniste organisé. Ils poursuivaient des objectifs conjoncturels, convaincus que le salut ne viendrait pas pour le sionisme des terres sépharades, une attitude qui perdura par la suite. Après avoir été des citoyens de seconde zone en terre d'islam, les Sépharades n'étaient-ils pas aussi des Juifs de seconde zone pour les chevilles ouvrières du sionisme, futurs dirigeants de l'Etat des Juifs en gestation? Ces mêmes sionistes souhaitaient conquérir les instances dirigeantes du judaïsme ottoman afin de donner une nouvelle tournure à leur politique tant à l'intérieur de la communauté que face au pouvoir ottoman. Aussi bien les notables qui avaient la mainmise sur ces instances que le grand rabbin de l'Empire, Haim Nahoum, élu à ce poste depuis la révolution, étaient "alliancistes" (liés à l'Alliance israélite universelle). Ce nouvel enjeu allait déjà, à lui seul, politiser la vie communautaire. En s'érigeant en parti d'opposition, les sionistes déclarèrent la guerre à la partie adverse. Pour ce faire, ils recoururent à divers moyens. La propagande par voie de presse, le militantisme sur le terrain, le développement d'une vie associative située entre la tradition et la modernité, le populisme, le noyautage des institutions communautaires, les alliances

avec des groupes d'opinion hostiles au grand rabbin et à l'oligarchie qui l'entourait comptèrent parmi les principaux.

En achetant des journaux juifs locaux déjà existants, ou en en créant d'autres, les sionistes instaurèrent un véritable complexe de presse, soutien incontestable du mouvement<sup>3</sup>. Celui-ci s'adressait aux différentes couches de la société juive, et la langue choisie, français, hébreu ou judéo-espagnol, variait suivant la population qu'on voulait atteindre. Sur place, se trouvaient des leaders d'envergure, tels que Vladimir Jabotinsky (1880-1940), fondateur du futur mouvement révisionniste, Richard Lichtheim (1885-1963), Arthur Ruppin (1876-1943) et d'autres qui renforcèrent le mouvement par leurs diverses activités journalistiques et militantes. Ils s'appuyèrent sur la classe moyenne désireuse de conquérir le pouvoir communautaire détenu jusque-là par les notables issus de la bourgeoisie. Relativement occidentalisée, cette classe moyenne disposait désormais d'un certain pouvoir économique lui permettant de supporter les frais de la gestion de la communauté, et attendait d'y être investie de responsabilités - consécration, pour le Juif ottoman, de l'ascension sociale. Le pouvoir politique ne pouvait s'exercer que dans l'espace communautaire, à défaut d'un autre susceptible de satisfaire cette aspiration. Ces nouvelles vocations furent encadrées dans des associations où les militants firent leur apprentissage politique, avant de s'emparer du pouvoir.

Les sionistes, davantage au courant de la vie communautaire que l'Alliance, du fait qu'ils étaient implantés sur place, se tournèrent vers les masses dans leur lieu traditionnel de réunion. Ils investirent les synagogues, et c'est là qu'ils tentèrent de les enrôler dans leurs rangs. Ils comptaient à terme conquérir le pouvoir communautaire. Les mots d'ordre étaient les suivants: nationalisme et démocratisation des rouages politiques de la communauté. Pour ce faire, les sionistes n'hésitèrent pas à s'allier avec les adversaires de l'Alliance dont le Hilfsverein der Deutschen Juden, le Bnai Brith, les religieux, qui n'avaient pas vu d'un bon œil l'instauration par la société parisienne d'un réseau scolaire de type européen, selon eux en contradiction avec l'éducation traditionnelle qu'ils contrôlaient<sup>4</sup>. Ils profitèrent également des conflits interethniques à l'intérieur de la communauté, entre Sépharades et Ashkénazes, ces laissés-pour-compte des institutions communautaires. Les leaders sionistes en fonction à Istanbul étaient d'origine ashkénaze; ils constituèrent un bloc germanique réunissant

<sup>3</sup> A ce sujet, voir Esther Benbassa, «Presse d'Istanbul et de Salonique au service du sionisme (1908-1914). Les motifs d'une allégeance», *Revue historique* 276/2 (560), octobre-décembre 1986, p. 337-365.

<sup>4</sup> *Id.*, «Le sionisme et la politique des alliances dans les communautés juives ottomanes (début xx<sup>e</sup> siècle)», *Revue des études juives* 150 (1-2), janvier-juin 1991, p. 107-131.

la plupart des adversaires de l'Alliance. Sur place surgirent aussi des leaders qui profitèrent du sionisme pour se hisser à des postes-clés sur l'échiquier politique de la communauté. Se partageant le pouvoir par intermittence avec les tenants de l'Alliance, autour d'un grand rabbin lié à la Société, sans pour autant démocratiser les institutions dont ils avaient la charge, menant la politique de ceux qu'ils combattaient, puisque le système ne permettait pas de faire autrement, les sionistes contribuèrent à déstabiliser davantage l'équilibre fragile de cette communauté.

Les luttes entre "alliancistes" et sionistes locaux ne relevaient pas vraiment de l'idéologie. En tout cas, dans la pratique, elles se manifestaient comme l'effet d'une course au pouvoir, avec des conflits de personnes, et une focalisation autour du grand rabbin, ce qui les rendait d'autant plus stériles. C'est là que s'opéra un dépassement des visées des leaders sionistes venus de l'étranger par les sionistes locaux. L'Organisation sioniste mondiale eut à intervenir pour arrêter cette évolution<sup>5</sup>. En fin de compte, au niveau du leadership local, on en arriva à une division nette entre sionistes et non-sionistes, une division que tous essayèrent de répercuter sur la population juive elle-même - chaque groupe s'efforçant de dresser celle-ci contre ses adversaires<sup>6</sup>. Cet antagonisme bruyant rompait avec la traditionnelle discrétion des Juifs, évitant jusque-là avec soin tout comportement susceptible d'attirer l'attention des dirigeants sur eux. Le remue-ménage observé dans la communauté au lendemain de la révolution "jeune-turque" n'était rien à côté de l'étalage de calomnies et d'insultes auquel se livrait chacune des parties dans ses journaux. Ceux-ci, même s'ils ne connurent pas de grands tirages, firent toutefois beaucoup de bruit. La plupart d'entre eux ne s'étaient pas enrôlés dans les rangs sionistes par conviction idéologique. Bien souvent, pour faire vivre leur périodique, dont ils étaient à la fois rédacteur, directeur et propriétaire, les journalistes allaient du côté de ceux qui pouvaient payer. D'autres, il est vrai, agirent par conviction, comme le journal *El Avenir* (L'Avenir) de Salonique dont le propriétaire, David Florentin, actif militant sioniste, finit par émigrer en Palestine. Certains, comme *Le Journal de Salonique* et *La Epoca* (L'Epoque), appartenant aux descendants d'un des premiers journalistes célèbres de Salonique, Bétzalel Halévy, ne firent pas toujours preuve de clarté dans leurs choix, et furent un moment subventionnés par l'Organisation sioniste mondiale<sup>7</sup>. *L'Aurore*, en

<sup>5</sup> *Central Zionist Archives* (Jérusalem, désormais CZA), Z2/32, D. Wolffsohn à N. Leven, 21 février 1911; *ibid.*, J. Bigart et N. Leven à D. Wolffsohn, 3 mars 1911; *ibid.*, D. Wolffsohn à N. Leven, 10 avril 1911.

<sup>6</sup> Voir, par exemple, le pamphlet antisioniste du groupe «allianciste», qui eut des échos également dans les coulisses de l'État: David Fresco, *Le Sionisme*, Istanbul, Imprimerie Fresco, 1909.

<sup>7</sup> CZA Z3/8, V. Jacobson au Bureau central sioniste, 14 septembre 1909.

langue française, fut un des premiers journaux juifs à être subventionnés par les sionistes, en vue de toucher les couches cultivées de la société juive, soutiens de l'Alliance. Parfois, les sionistes acceptèrent de payer des journaux "alliancistes", dans le seul souci de les neutraliser, tout en sachant qu'il ne serait pas facile de leur faire changer de ligne politique. Ce fut le cas du journal *El Tiempo* (Le Temps), implanté dans la communauté depuis la fin du XIXe siècle, dont le propriétaire était un ardent défenseur de l'Alliance et de l'occidentalisation. D'autres journaux comme *El Djudio* (Le Juif) et *La Boz* (La Voix) d'Istanbul, *La Tribuna Libera* (La Tribune Libre) et *El Pueblo* (Le Peuple) de Salonique, subventionnés directement ou soutenus par les sionistes, déclarèrent la guerre aux autres organes de presse situés dans le camp adverse. Le rôle de ces journaux dans le déséquilibre de l'échiquier communautaire fut considérable. De surcroît, les fondateurs de certains d'entre eux étaient passés eux-mêmes par les écoles de l'Alliance et connaissaient bien le terrain qu'ils comptaient miner. Le seul journal qui garda une certaine tenue fut celui fondé, en 1910, directement par les leaders sionistes implantés sur place, *Hamevasser* (Le Porte-parole), en langue hébraïque<sup>8</sup>.

Cette effervescence ne fut pas étrangère à la diffusion des idées-clés du mouvement, également relayée par les associations. Celles-ci, à leur tour, créèrent de nouveaux espaces de socialisation, de politisation et de loisirs, sous la bannière nationaliste<sup>9</sup>. Elles drainèrent non seulement ceux qui voulaient faire leur apprentissage politique, donc les exclus du pouvoir, à savoir du centre, dans des structures périphériques, mais aussi les masses qui attendaient de nouvelles issues et cherchaient des encadrements appropriés à leurs aspirations. Le réseau associatif de l'ère de l'occidentalisation fut longtemps l'apanage de l'Alliance et des couches favorisées de la société juive. Les masses peu éduquées, pas vraiment modelées par les écoles de l'Alliance qu'elles ne fréquentèrent guère ou qu'elles n'eurent le loisir de connaître que pendant une brève période, se retrouvèrent dans les espaces populaires que les sionistes instaurèrent pour elles. A travers des conférences, des excursions, des cours d'hébreu, des séances de gymnastique, des projections de films, ils s'attirèrent la jeunesse pauvre, à qui ils apportèrent un idéal. Une clientèle longtemps fidèle au sionisme,

<sup>8</sup> *Ibid.* Z2/9, protocole de la réunion du Comité de presse du 15 septembre 1909 au 8 octobre 1910, signé N. Sokolow, S. Hoshberg, V. Jabotinsky et V. Jacobson; voir aussi Aryeh Shmuelevitz, «The Hebrew Language Weeklies in Turkey: An Appeal to Revive a Concept of National Culture», in *Actes du Colloque «La presse de langue étrangère en Turquie»*, 16-17-18 mai 1984, Istanbul, Presses de l'Université d'Istanbul, 1985, p. 111-125.

<sup>9</sup> Esther Benbassa, «Les stratégies associatives dans la société juive ottomane (XIXe-XXe siècles)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 38 (2), avril-juin 1991, p. 295-312.

même après l'avènement de la République, lorsque le mouvement entra dans la clandestinité.

Sur place, les leaders sionistes, même s'ils se virent dépassés par la dynamique locale, purent adapter leur stratégie, non seulement à la conjoncture ottomane, mais aussi aux enjeux locaux et aux différentes couches sociales qu'ils comptaient se gagner. Ce qui explique leur succès d'audience, contrairement à l'Alliance qui, malgré ses écoles, n'ayant ni la logistique d'un parti, ni la vocation de faire de la Realpolitik, ne put combattre efficacement le mouvement, alors même que le chef suprême du judaïsme ottoman lui était attaché.

Le sionisme n'insuffla pas seulement une certaine conscience nationale et politique compatible avec les intérêts de l'Empire, mais il apparut avant tout comme un remède à la léthargie d'une communauté jadis florissante, désormais prise en charge par des sociétés philanthropiques juives étrangères se livrant une lutte sans merci pour assurer leur prépondérance sur place, et affublée d'identités d'importation. Le sionisme aussi venait de l'étranger, mais il sut appeler cette même communauté à se responsabiliser et à se prendre en mains. C'est cette lutte entre les sionistes et leurs opposants qui instaura une véritable dynamique, certes conflictuelle, mais favorable à la propagation du sionisme - lequel achevait en quelque sorte l'occidentalisation de ces Juifs en transition, sans les couper définitivement de leurs traditions, en leur en faisant découvrir l'un des prolongements et l'une des facettes, sans abandon de l'identité juive. L'assimilation ne pointant pas encore à l'horizon, la tâche était relativement facile, tout au moins en ce qui concernait les couches populaires. Le sionisme, dans cette phase de transition, se situa ainsi entre tradition et modernité, une attitude qui servit ses objectifs, même si elle ne lui permit pas de gagner les élites économiques. En revanche, les élites intellectuelles, majoritairement des journalistes, quelques enseignants de l'Alliance, et surtout nombre de ses anciens élèves se rangèrent aux côtés des sionistes. Tous ceux qui adhérèrent au sionisme ne le firent pas pour les mêmes raisons, ce qui rend compte de la complexité du mouvement sur place et explique en partie les différentes directions qu'il prit peu à peu. Il est vrai aussi que le sionisme tira parti de l'insatisfaction des différentes couches de la société juive.

### *Une conjoncture favorable*

La fin de la Première Guerre marqua l'entrée en force des sionistes locaux aux dépens de l'Organisation sioniste mondiale, à Londres, qui avait opté pour le repli. L'Empire était disloqué, le pouvoir ottoman à Istanbul chancelant, les occupants dans la ville même. Tout cela porta un coup fatal

aux dernières réserves des Juifs locaux. Ne craignant plus les autorités ottomanes, ils donnèrent libre cours à leur agitation. Profitant de la vacance du pouvoir, en raison de l'absence du grand rabbin Haïm Nahoum, envoyé en mission en Europe par les dirigeants ottomans en vue de trouver un règlement honorable à la défaite, les sionistes locaux et leurs alliés, comme les dirigeants de la "franc-maçonnerie" juive, le Bnai Brith, s'emparèrent du pouvoir communautaire par un coup de force<sup>10</sup>. Quelques jours après l'occupation de la capitale par les Alliés, le Conseil national juif, une espèce d'union nationale, regroupant les différents partenaires influents de la communauté, se réunit en novembre 1918. En fait, ce Conseil se substituait aux corps constitués de la communauté<sup>11</sup>. Son programme annonçait également une adaptation à la nouvelle conjoncture. Avant tout, il entérinait le principe du passage de l'organisation confessionnelle à l'organisation politique, ce qui signifiait une rupture avec le système de la *dhimma* qui avait régi dans la zone d'influence ottomane les relations entre Juifs et musulmans pendant plus de quatre siècles. Il consacrait officiellement l'ouverture du judaïsme ottoman au judaïsme étranger, et préparait en quelque sorte le terrain à sa représentation à la future Conférence de la Paix. Le judaïsme ottoman se manifestait comme un interlocuteur à part entière, à côté du judaïsme occidental, mettant ainsi fin à sa prise en charge par ce dernier. Il s'alignait sur le principe d'autonomie des minorités nationales stipulé par les 14 points du président Wilson. Une telle audace de la part du judaïsme ottoman avait de quoi surprendre. On appelait également à la constitution d'un front commun avec les autres minorités de l'Empire, à savoir grecque et arménienne, ce qui était encore plus étonnant. En outre, les auteurs du projet d'autonomie demandaient une représentation proportionnelle des Juifs dans les institutions et emplois publics de l'Etat. Ainsi, les Juifs outrepassaient les limites de leur condition de *dhimmi*. A son retour, le grand rabbin s'ingénia à affaiblir ce Conseil, et il y arriva avec l'aide des notables, effrayés par ce coup de force, et qui s'empressèrent de faire rétablir l'ordre, à savoir celui qui leur était le plus favorable<sup>12</sup>.

Les sionistes locaux avaient pourtant le vent en poupe. Le sionisme d'après la Déclaration Balfour se devait d'agir à visage découvert. En tout cas, cette reconnaissance officielle avait sécurisé des populations qui avaient jusque-là pris des risques en se rapprochant du sionisme. Les Britanniques, préoccupés par le mandat sur la Palestine, avaient tout intérêt à se montrer prévenants à

<sup>10</sup> Sur le rôle de ce grand rabbin voir Esther Benbassa, *Un grand rabbin sépharade en politique, 1892-1923*, Paris, Presses du CNRS, 1990.

<sup>11</sup> Pour le projet de règlement de ce Conseil, cf. PRO (Londres), FO 371/4171/47289, R. Webb au Foreign Office, reçue le 26 mars 1919.

<sup>12</sup> *El Tiempo*, 25 mars 1919.

l'égard des sionistes locaux. Ils étaient surtout intéressés par les Juifs locaux qui pouvaient avoir leur mot à dire sur le choix de la puissance mandataire.

C'est aussi en 1919 que fut fondée la Fédération sioniste d'Orient, regroupant de nombreux clubs et associations sionistes. Ce fut l'ère de l'officialisation du mouvement sioniste local. Cette Fédération devait également, par l'intermédiaire de ses différentes instances, s'occuper de la collecte d'argent pour divers fonds sionistes, ainsi que de l'émigration en Palestine. La présence d'un représentant de l'Organisation sioniste mondiale sur place n'empêcha pas la transformation de cette instance en un instrument aux mains de quelques personnes, qui, localement, travaillaient à leur propre promotion. Ce qui ne faisait que creuser l'abîme entre la direction centrale à Londres et son antenne locale<sup>13</sup>.

Après la Révolution d'octobre, Istanbul devint un lieu de transit pour les Juifs fuyant les pogromes en URSS. Les nouveaux arrivants avaient déjà été en contact avec l'idéologie sioniste, ils contribuèrent ainsi à consolider le mouvement sur place. L'institutionnalisation du mouvement lui enleva désormais son caractère de contre-pouvoir communautaire qui lui avait permis jusque-là de drainer les mécontents. Tous les sionistes de la capitale se trouvaient-ils sous la coupe de la Fédération? Cette même époque de sionisme intense vit curieusement baisser les effectifs des différentes associations - ce qui n'empêchait pas le pullulement de petites associations, certes éphémères, mais témoignant du dynamisme du mouvement. Celui-ci récoltait les fruits de l'intense propagande d'avant-guerre. Dans les années 1920, on évaluait le nombre des adhérents de la Fédération à 4 000-5 000<sup>14</sup>, un chiffre important si on prend en considération que la population juive d'Istanbul s'élevait à 70 000 âmes<sup>15</sup>. La Fédération regroupait dix-huit associations dans la capitale et dix dans les provinces<sup>16</sup>.

A côté de ces sionistes organisés, se développa un mouvement plus spontané composé de tous ceux qui se réclamaient du sionisme, sans affiliation ni formation idéologique. Un raz-de-marée dû à la conjoncture et aux espoirs qu'elle suscitait auprès des masses. Les mécontents, les désespérés, les laissés-pour-compte cherchaient-ils systématiquement le salut en dehors des institutions, quelles qu'elles fussent? Il y avait également, par ailleurs, différents courants sionistes qui ne se reconnaissaient pas dans la Fédération, ainsi la tendance travailliste *Hitahdout* (Union) fondée en 1920 et la société de gymnastique *Macabi*, toutes deux s'adressant aux jeunes, et

<sup>13</sup> CZA, Z4/1222 (1), I. Caleb à l'Organisation sioniste, 28 décembre 1919.

<sup>14</sup> *La Nation*, le 23 juillet 1920; 12<sup>th</sup> Zionist Congress, 1921, *Organization Report*, p. 173.

<sup>15</sup> CZA, Z4/888, M. Dizengoff à M. Ussishkin, T. Zlatopolski, I. A. Naiditch, 26 août 1919.

<sup>16</sup> 12<sup>th</sup> Zionist Congress, *loc. cit.*

qu'on retrouvera plus tard sur la scène communautaire, et sous diverses couvertures pendant la période de clandestinité du sionisme.

Manifestations, propagande bruyante, articles enflammés dans l'organe officiel de la Fédération, *La Nation*, comptes rendus de congrès punctuaient cette période. La grande différence avec la période d'avant-guerre consistait dans le fait que tout cela se faisait à visage découvert. On avait d'ailleurs constaté la même effervescence à Salonique, lors de son annexion par les Grecs. Echappant au joug ottoman, les Juifs ne craignaient plus de manifester leur nationalisme. L'affaiblissement du pouvoir ottoman dans l'Empire occupé avait favorisé cette éclosion. Comme à Salonique, l'incertitude du lendemain jouait aussi en faveur du mouvement. La guerre entre les sionistes et les instances communautaires avait repris de plus belle. Les sionistes étoffèrent leur discours socialisant et démagogique en proposant une société égalitaire dans un pays juif, ce qui attirait non seulement les Juifs russes prolétarisés, mais aussi certaines franges populaires. La guerre avait appauvri les familles modestes et enrichi ceux qui avaient pu en tirer profit, surtout les classes moyennes. Curieusement, le sionisme servit, en l'occurrence, de tampon face aux difficultés économiques, en infléchissant le cours d'une crise qui aurait pu se répercuter sur les structures communautaires, et surtout les dépasser. Il permit de faire l'économie de tensions sociales graves, en les canalisant vers un nationalisme susceptible de répondre aux exigences du moment. Il est vrai aussi que l'absence dans la capitale d'une Fédération ouvrière comme celle de Salonique et la moindre prolétarianisation des Juifs autochtones n'étaient pas étrangères à la promotion d'un tel sionisme.

Les sionistes locaux réussirent à faire démissionner celui qu'ils considéraient comme leur principal adversaire, le grand rabbin Haïm Nahoum, et à remporter, haut la main, les élections qui se déroulèrent entre 1919 et 1920, et de surcroît à s'emparer totalement des rênes des instances communautaires, jusqu'à la veille de l'avènement de la République. L'Organisation sioniste mondiale était pourtant absente de l'horizon.

Peut-on, à proprement parler, qualifier de sioniste ce mouvement, qui entra en jeu à partir de 1908 et connut ensuite par intermittence des moments de grande popularité? Si l'on considère les stratégies de l'Organisation sioniste mondiale, il apparaît assez clairement que celle-ci, en tant que mouvement organisé, mit le judaïsme ottoman au service de ses propres objectifs, et que, dans ce but, elle utilisa l'échiquier communautaire et ses réseaux. Inversement, certains groupes et individus se servirent localement du mouvement pour leur propre ascension. Pour le plus grand nombre, il restait le nationalisme juif et l'espoir qu'il représentait pour ces masses pauvres, pour la plupart des *Luftmenschen* qui n'avaient pas pu tirer profit de

l'occidentalisation, et en particulier les jeunes issus de ces mêmes couches, qui s'attendaient à reproduire le modèle familial, sans grande possibilité de mobilité sociale. Le sionisme oscilla ainsi entre une sorte de nationalisme susceptible de rendre leur dignité à ceux qui n'avaient rien à perdre, dans une société juive de plus en plus cloisonnée et hiérarchisée, et un sionisme autochtone social et culturel se distinguant à peine du premier. Ce sont ces mêmes groupes qui émigrèrent massivement en Israël après la fondation de l'Etat d'Israël, sans avoir vraiment été modelés par l'idéologie sioniste. Ce qui faisait dire, dès 1919, à Méir Dizengoff (1861-1937), leader sioniste et futur maire de Tel Aviv, qu'il y avait en Turquie des sionistes sans sionisme<sup>17</sup>. Le sionisme officiel fut dépassé par le sionisme local, et ce dernier par un mouvement spontané, à l'écart des organisations. Istanbul n'est pas un cas unique, il est seulement exemplaire parce que s'y trouvait le siège du grand rabbinat, et que les luttes y furent, pour cette raison même, plus dures<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> CZA, Z4/888, M. Dizengoff à M. Ussishkin, T. Zlatopolski, I. A. Naiditch, 26 août 1919.

<sup>18</sup> A ce sujet, voir mon livre *Une diaspora sépharade en transition. Istanbul XIXe-XXe siècles*, Paris, Cerf, 1993.